

Contenus et philosophies de l'architecture

Autor(en): **Lamunière, J.-M.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **44 (1971)**

Heft 12

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-127226>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Contenus et philosophies de l'architecture

par J.-M. Lamunière, architecte

14

Comme un sujet se définit parfois par ses limitations, il convient de dire, et l'a priori est important, que cet essai ne saurait s'étendre à la problématique de la ville ou au phénomène de l'environnement. Il se limitera, dans la mesure du possible, à l'architecture, c'est-à-dire à l'art de construire et de disposer des éléments d'un édifice, à l'action précise de concevoir un espace bâti.

Il peut sembler à certains d'ores et déjà illogique de ne pas relier l'architecture à l'aspect phénoménologique de l'urbain et de l'environnement, voire aux conditions de la société contemporaine elle-même tout entière, mais il n'est pas certain que les rapports dialectiques nécessaires ne puissent pas transparaître au travers d'une analyse apparemment plus limitée pouvant conduire, par induction, à une réflexion plus générale sans reprendre le refrain des postulats globalistes, si fréquemment utilisés aujourd'hui.

D'autre part, le lecteur me pardonnera certains raccourcissements que les nécessités de rédaction imposent et conviendra sans doute volontiers avec moi qu'un tel essai est bien difficile à rédiger brièvement, alors que les implications contradictoires de chaque interprétation ou observation nécessiteraient des développements analytiques importants engageant presque une épistémologie architecturale.

La révolution radicale, sans doute la plus importante de l'architecture, ne se déduit pas, comme on l'a dit souvent, de la première révolution industrielle, pas plus qu'elle n'a surgi à la Renaissance où sous Périclès. L'évolution qu'on pouvait remarquer dans ces périodes de transition reste une évolution des «styles» qui n'a pas influencé substantiellement le contenu et la philosophie de l'architecture. Celles-ci ne se sont modifiées radicalement que depuis la dernière guerre, par les mutations réelles, c'est-à-dire accomplies, du corps social et de ses moyens de communications physiques et mentaux, les nécessités de l'expansion économique et enfin l'obligation d'intégrer le cycle de production de la construction dans l'économie générale.

En fait, on doit admettre que jusqu'aux années 60 les rapports de contenu à forme n'ont pas évolué de façon extraordinairement sensible. Les pétitions de principe d'un Vitruve et d'un Philibert de l'Orme à celles d'un Gropius ou d'un Mies n'ont pas changé fondamentalement les conceptions de la recherche architecturale, que ce soit aux niveaux des connaissances implicites, et des objectifs, pour ne pas dire des responsabilités.

Et la charte d'Athènes ou les déclarations du Team Ten n'ont pas fait assumer à l'architecte ou à l'urbaniste d'autres tâches que celles de repenser le domaine bâti à l'intérieur, si je puis dire, de son vocabulaire, c'est-à-dire sans concevoir le ou les langages utilisés comme des véhicules sociaux, implicitement intégrés à un système plus étendu et dont la structure n'a été observée que récemment sous la poussée de phénomènes dont le rayonnement devient réellement identifiable.

Jusqu'à nos jours l'architecture, même pour certains critiques matérialistes, résultait comme d'un état de discrétion, qu'on me passe cet anglicisme, c'est-à-dire d'une sorte d'écart curieux et fascinant entre la construction dite spontanée et vernaculaire: la «langue»... et la «parole», pour prendre un terme saussurien, de l'espace désormais transcendanté, c'est-à-dire haussant le niveau des actions humaines d'un cran, les théâtralisant en quelque sorte en les institutionnalisant. L'architecture comme institution de l'Homme a dit Louis Kahn.

Un certain déterminisme primaire a même emprisonné la critique et par conséquent les architectes dans le schéma rigoureux de l'évolution stylistique technique, faisant émerger l'architecture comme un phénomène final et déductif des innovations techniques perfectibles. Choisy a été le plus loin dans cette direction.

Or s'il est vrai que l'organisation sociale et économique a pu permettre des utilisations intensives de main-d'œuvre et même édifier, grâce à l'invention du licol, les cathédrales, il n'en reste pas moins que la Grèce du Parthénon veut ignorer la voûte et régresse sur le plan de la technologie, avec autant de superbe que les Khmers à Angkor-Vat renoncent à utiliser la brique déjà découverte à Sambor Prei Kuk.

L'événement ou l'action architecturale émerge hors de la construction courante élémentaire, dont le processus de production est totalement intégré dans l'économie générale des besoins et des ressources fondamentales, pour apparaître comme une excroissance de celle-ci ou plutôt une sorte de redondance, pouvant même opérer une rupture de ses attaches au point de ne plus suivre, comme elle l'a fait dans les périodes les plus commentées, le contenu et la technique initiaux qui l'ont procréé et en opérant presque toujours des distorsions assez perverses.

Cet écart détermine ainsi une «parole», décollée de son substrat, contrairement à l'œuvre de génie civil qui s'emploie elle de façon tellement plus rigoureuse à parfaire,

avec un pragmatisme logique, la pratique fondamentale dans une historicité réelle dont elle veut saisir la complexité.

Alors que dans les périodes «néo», souvent jugées moins intéressantes, voit-on cet écart diminuer et se restreindre. Et peut-on considérer qu'il correspondait souvent à un élargissement et souvent à une mutation des utilisations des objets architecturaux et à une diffusion de ces derniers. Ce qui fait apparaître le néo-classique ou le néo-baroque, et ceci est particulièrement repérable à travers leur urbanisme, moins comme une recherche d'un temps perdu dont on voudrait retrouver l'éclat que davantage comme le retour naturel de la systématique concrète de production, c'est-à-dire du langage initial.

Dans ce contexte il était juste, et revenons sur ce point, que les œuvres magnifiques des ingénieurs ainsi que «l'architecture sans architecte» n'aient mérité que l'indulgence négligeante et parfois naïve de la part des critiques. Et quelques coups de chapeau bien rares à l'auteur du Crystal Palace, à celui de la Tour Eiffel et aux constructeurs de ponts, de gares et de manufactures, ont bien montré combien ces réalisations ne jouaient que le rôle de pseudo-événements, voire d'accidents, dans la formation critique de l'architecte. Pour se pencher avec plus d'intérêt sur la construction dite courante ou élémentaire il eût fallu se préoccuper davantage des conditions sociales et économiques des époques considérées et se pencher sur les problèmes de l'économie du bâtiment.

Il eût fallu également se préoccuper de linguistique plus que de littérature, être au moins averti des possibilités structuralistes.

Mais, nous le savons, la plupart des épistémologues de l'architecture, même contemporains, ne sont le plus souvent que des exégètes prudents, difficilement détachés des objets architecturaux qu'ils sacralisent à travers un auteur, une typologie ou un style.

Donc la première révolution industrielle, pour autant qu'on puisse la définir sous l'angle d'une série de dates plus ou moins bien groupées d'inventions techniques, n'a pas, en tant que telle, amené à une quelconque révision déchirante, sorte de «tabula rasa» de la philosophie architecturale. Elle a certes conduit, dans l'immédiat, à des évolutions stylistiques, à l'intérieur d'un vocabulaire architectural technique et formel sommaire, sans même atteindre les aboutissements du génie civil.

Une nouvelle réflexion existentielle de l'architecture a plutôt été amenée par la prise de conscience toute récente

d'épiphénomènes émergeant d'une manière progressive et obsédante des mutations profondes des structures sociales et économiques, de leur polarisation et de leurs nouveaux réseaux de communications.

* * *

Il est difficile de hiérarchiser grossièrement les épiphénomènes et même parfois de les dégager de pseudo-événements contradictoires mais parfois plus repérables. Ces phénomènes ont été probablement produits par une série de facteurs que l'on peut essayer de déduire de situations dialectiques dont on conviendra qu'il est impossible de rendre compte ici largement. Mais il semble bien que l'expansion économique, en tant que méthodologie générale, ait conduit et conduit encore à ces mêmes effets, comme à beaucoup d'autres moins directement liés à l'architecture, même sous des régimes ou systèmes politiques différents.

Les résultats identiques d'une observation objective ont par conséquent battu en brèche passablement de postulats, particulièrement ceux traitant des rapports de contenu à forme, émis de façon inconsidérée, particulièrement au travers d'un déterminisme grossier.

* * *

Voici à mon sens quelques phénomènes importants qui provoquent aujourd'hui une remise en question totale des objectifs poursuivis jusqu'à nos jours par l'architecture.

* * *

L'économie générale, absorbe l'économie du bâtiment en l'unifiant, tout en lui laissant ses caractéristiques propres qui la rendent vulnérables. Je veux parler de cette position unique d'acheteuse par rapport aux autres économies auxquelles elle ne vend pour ainsi dire rien, si ce n'est à travers des corps sociaux intermédiaires. La durée d'amortissement de ses instruments de production et de ses produits est relativement longue. Enfin, elle reste la seule, comme l'a dit Alfredo Turin, à vendre au consommateur un produit avant qu'il ne soit fini, si ce n'est avant même que le processus de production ait commencé.

Une des nécessités impérieuses de la société contemporaine est de planifier son économie et, à plus ou moins

long terme, de façon libérale ou dirigiste, d'en contrôler les opérations.

Ainsi, l'économie du bâtiment, diversifiée à travers ses produits d'une part élémentaires et d'autre part somptuaires, assumant le surplus de sa propre production et surtout les surplus des autres productions, est-elle aujourd'hui reclassée et disciplinée, si l'on peut dire, par le pouvoir politique et par le consommateur lui-même, qui reconsidèrent, à travers de nouvelles priorités, cette hiérarchie.

Cette remise en question touche tout le schéma de production de l'objet architectural où de nouveaux contrôles se situent, de la programmation à l'exécution et à la gestion. Seul, l'individu isolé reste libre de réaliser les surplus de son propre budget.

Même certaines sociétés privées ou politiques n'accomplissent de gestes spectaculaires architecturaux, apparemment gratuits, et d'ailleurs le plus souvent jugés excessifs, que dans le cadre d'une étude de rendements publicitaires et même idéologiques ou de placements immobiliers, sans rapport avec un mécénat traditionnel.

Ce rapprochement des instruments de production de la construction avec ceux de l'industrie est inéluctable et il semble logique que les méthodes, si ce n'est les méthodologies, tendent à se confondre.

Ceci pose à l'architecte une série de questions relatives à son engagement professionnel. Car il ne dépend à son niveau, à son articulation devrais-je dire, que des corps intermédiaires, et non pas directement du pouvoir politique et surtout, en dehors de ses clients directs, pour ainsi dire jamais des utilisateurs eux-mêmes.

Ainsi sa recherche peut-elle tendre essentiellement à l'optimisation des études de programmation et des techniques de réalisation. Qu'il développe la méthode d'Alexander ou tel système d'industrialisation il peut certes accélérer les changements indispensables des processus de construction mais faciliter aussi grandement les recherches de certains grands monopoles qui se sont assurés à tous les degrés et verticalement, une série de pouvoirs de décisions, de l'occupation du sol à la gestion immobilière en passant par l'entreprise générale. Ainsi, il aura pu contribuer, innocemment si l'on peut dire, à l'établissement de structures architecturales dont la rigidité pourrait être assez contraignante pour ne laisser qu'une liberté de choix de plus en plus réduite aux utilisateurs.

Les mutations et les restructurations systématiques de l'environnement urbain et régional s'accroissent périodiquement.

Le remodellement perpétuel des activités humaines a d'abord transformé, tant que cela a été possible, les structures secondaires pour arriver à instituer aujourd'hui, à l'état de principe, la destruction et la reconstruction des structures primaires, c'est-à-dire la mise en chantier permanente du tissu urbain et régional.

L'objet architectural typifié, cloisonné par la destination quasi unique qu'il offre de ses espaces, a pu, quelques fois, lorsque le caractère de sa composition a suffisamment anticipé les mutations, répondre aux changements intérieurs qu'on lui imposait. Et des structures urbaines entières ont pu subsister comme les cités Zähringiennes si bien profilées par l'historien Hofer.

On sait aujourd'hui, par les psychologues dont surtout Piaget, que l'identité même de l'homme est en danger à travers un processus trop accéléré du changement de son milieu physique. L'action de l'architecte précise donc la véritable problématique de l'environnement urbain et régional.

Ainsi l'objet architectural en tant que tel est donc remis en question aujourd'hui. Et pour la première fois on peut se demander si une reprise en considération des architectures dites anonymes, intégrées jusqu'ici aux constructions élémentaires, ne va pas modifier fondamentalement le comportement de l'architecte et son éthique; car elles stabilisent l'environnement physique par leurs possibilités d'accueillir les mutations des contenus et leur polyvalence. Alors que précédemment l'architecture situait son écart, voire son excédent, au niveau de la production de son objet quasiment typifié par une fonction et une utilisation homogène, elle la situe aujourd'hui davantage dans le contexte d'un tissu urbain plus anonyme mais tout entier polyvalent et hétérogène. Certes les points de repères de Lynch prennent d'autant plus d'importance dans la continuité urbaine dont les éléments structuraux primaires deviennent plus neutres, mais leur repérage visuel et leur mémorisation mentale ne dépendent plus uniquement de facteurs architectoniques orthodoxes. Ce point a été particulièrement évoqué par Robert Venturi dans son article sur Las Vegas.

On peut se demander si d'ailleurs l'actualisation obligée des différents messages souvent compétitifs ne les rendent pas plus vulnérables par rapport aux structures plus essentielles de la ville, rendues elles-mêmes plus stables

par leurs propres facultés d'adaptation. Et si une marge, ou un écart, devait à nouveau permettre d'identifier l'architecture par rapport à la construction, on peut se demander si elle ne résulterait pas du degré d'adaptabilité plus large de ses structures primaires propres, c'est-à-dire des caractères excédentaires de son système, dont l'utilisation s'avérerait opérante à plus ou moins long terme dans une sociologie et une économie globales.

Dans cette perspective déjà ouverte se situe la véritable réalité, avec ses contradictions propres, la participation des utilisateurs, terme vague et désormais usé aujourd'hui, parce que dégageant uniquement des irresponsabilités. Car l'établissement de nouvelles structures d'accueil urbaines n'opérerait-il pas comme une nouvelle grammaire pour ainsi dire répressive, d'un côté limitant les choix des utilisateurs à leur volonté d'aménager leur intérieur et les structures secondaires et libérant de l'autre côté des forces économiques les plus puissantes pouvant, grâce à une flexibilité sans limite des structures primaires s'installer où elles le désirent et chasser des besoins moins rentables.

La densification de tous les réseaux de communications intensifie plus particulièrement ceux qui isolent les interactions humaines comme les véhicules privés et les appareils audio-visuels.

Ce processus a déjà déclenché une mobilité, peut-être une insécurité, de l'être social, tout à la fois toujours intégré à un milieu socio-économique précis dont il dépend comme sa famille ou son travail et absorbé, presque aspiré, par des situations, des intérêts et des communautés dont il ne peut être totalement solidaire.

Sur le plan de l'urbanisme les communautés éclatent et se regroupent sur des réseaux difficiles à définir. Même le plan du logement lui-même et son contenu socio-économique est influencé par des prolongements invisibles. Quant à l'architecture, sa sémiologie, jusqu'ici assez restreinte et souvent locale, s'est étendue tout à coup. Car synchroniquement tous les signes architecturaux, en tant que messages, prennent leur valeur signifiante à une échelle immense, dépassant celle de la communauté des utilisateurs propres. Le temps d'une émission, d'une publication, d'une vacance.

De plus, diachroniquement, certains critères de valeur subsistent, de l'observateur lui-même, et les mêmes signes architecturaux deviennent signifiants de différents contenus, à travers différents filtres et mémoires. Il s'agit en fait d'une sorte de banque de données des critères,

construite antérieurement par les entendements, les éducations, les appartenances. Tout cela rend une critique orthodoxe illusoire et développe une pluralité difficile à maîtriser.

Or, la critique didactique non seulement influence mais détermine à la fois les règles du jeu de la participation de l'utilisateur et celui de la création. La prise de conscience de l'architecte, au niveau des communications qu'il veut lui-même établir, se trouve confrontée à une série de dilemmes, au double niveau de l'écoute et de l'émission, s'il veut développer son action à travers des canaux opérants.

* * *

Il est assez apparent que la prise de conscience par l'architecte de ces quelques épiphénomènes, choisis peut-être arbitrairement parmi d'autres, peut l'amener à des positions relativement masochistes pour ne pas dire suicidaires car il se trouve confronté à la fois violemment avec une série d'événements supposant une réalité implacable qu'il n'a pas appris à considérer et moins encore à comprendre et simultanément privé de tout support d'une certaine critique disons traditionnelle.

Ainsi il peut se cantonner dans une position assez fréquente de réserve, pour ne pas dire de recul prenant le temps d'étudier enfin ce contexte dans lequel il doit évoluer. Il le fait souvent à travers une analyse globaliste rapide, mélangeant phénomènes et événements dans une critique syllogistique.

L'architecte peut vouloir aujourd'hui atteindre des niveaux supérieurs de décisions, cette chambre des commandes dont a tant parlé Pietro Nenni. Et la méthode essentiellement déductive de son analyse contribuera à lui faire remonter ce qu'il pense être la filière hiérarchique des décisions. Sa formation de base tendra à lui faire accroire qu'il s'agit d'une hiérarchie dimensionnelle et d'échelle, et à lui faire envisager une approche des problèmes de l'urbanisme si ce n'est de l'environnement tout entier. Mais il arrive qu'il parvienne à ces paliers à travers une analyse critique superficielle et autodidacte et il ne peut ainsi n'avoir que déplacé son propre problème. Car il n'aura pour autant nullement acquis les connaissances spécifiques les plus élémentaires et n'aura pas passé au travers des expérimentations nécessaires à la compréhension des mécanismes.

L'architecte ainsi déphasé a répondu sans le savoir davantage à des réflexes conditionnés plus professionnels qu'idéologiques et ne peut que participer négativement à une prise de conscience plus collective. Puisque son rôle social devrait consister davantage à conceptualiser les hypothèses de travail et à formaliser, grâce à de nouvelles motivations et à travers d'autres méthodologies, les nouveaux modèles spatiaux.

Son propre engagement dans la société contemporaine suppose certes une série de confrontations et de résistances dont l'intensité a de quoi rejeter dans un masochisme sclérosant, mais on peut se demander parfois si toute cette énergie développée aujourd'hui par une certaine critique, certes dialectique, mais de nature essentiellement globaliste et amateuriste, ne recouvre pas un complexe de culpabilité excessif de la part de certains archi-

tectes, jouant leur psychodrame dans les salons de l'académisme le plus confortable. Il est certes logique de penser que l'architecte a de quoi se sentir coupable des rôles qu'il tient – mais les tient-il encore? – dans le processus actuel de production du bâtiment et de le rendre même responsable de la plupart des engorgements. Mais encore ne faut-il pas qu'il cherche à cultiver sa propre culpabilité comme si elle était la seule garantie de sa participation à des efforts nouveaux et que son autocritique, passant d'ailleurs la plupart du temps principalement par la mise en accusation d'autrui, ne dépasse pas, et c'est ce qui la rend tellement équivoque, les critiques que peuvent lui adresser honnêtement le corps social entier.

L'engagement et par conséquent la recherche de l'architecture contemporaine peut s'efforcer de faire passer la construction dite élémentaire, vouée à la concentration verticale de sa production qui limite ses propres forces par les possibilités immenses mais contraignantes de leur coefficient de répétition, à des systèmes plus ouverts, laissant une liberté de choix des produits, de leur assemblage et de leur utilisation.

Elle peut surtout, par la nouvelle définition qu'elle donne de sa propre redondance, redonner aux espaces un degré d'utilisation plus généreux des structures, ou si l'on préfère des systèmes qu'elle organise, dispose et construit. Dans la mesure où elle élargit, sur différents plans, les libertés contradictoires de participation et de choix de l'homme et de la société, elle assume ses propres responsabilités créatrices en se désengageant des programmes: en les prenant davantage comme supports d'une problématique qui les élargit en les interrogeant.

Tout cela suppose une reprise fondamentale du contenu et de l'éthique architecturaux et nécessite des efforts considérables. Dont les plus importants doivent certes se développer à travers une épistémologie rigoureuse dont les résultats ne peuvent échafauder la plupart du temps que des hypothèses dont seule l'expérimentation formelle peut faire évaluer les contenus, plus particulièrement ceux observés par les sciences humaines, mais également ceux contrôlés par les sciences techniques. Pour parvenir à ces niveaux conceptuels et critiques, produisant des participations sociales effectives, il semble que les modèles de simulation, parfois si efficaces à certains niveaux de décisions, à l'échelle urbanistique et régionale par exemple, soient insuffisants sur le plan architectural, n'ayant pas encore trouvé les seuils franchissables de la communication courante, donc sociale.

Pour terminer, que le lecteur me pardonne de n'avoir su évoquer de façon plus explicite une certaine problématique architecturale. C'eût été une gageure à mon sens d'y parvenir. Qu'il ne me tienne pas rigueur d'avoir semblé parfois un peu hermétique et d'avoir utilisé des néologismes dont on peut redouter à juste titre l'abus. N'est-il pas naturel que j'aie souffert moi-même, comme tous les architectes, des difficultés de communiquer, c'est-à-dire de formaliser, ce qui semble être en voie de devenir les nouveaux contenus de l'architecture. «Polyrama»

Table ronde «Polyrama», octobre 1971

Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

Le rôle de l'architecte dans la société

Le malaise latent qui se manifeste dans les facultés d'architecture témoigne-t-il d'une crise de la profession? L'architecte n'est-il vraiment plus qu'un pion manœuvré par d'autres puissances sur le vaste champ de la construction? Bien sûr, la question n'est pas nouvelle et le débat est entamé depuis fort longtemps. L'objectif de notre table ronde n'est pas d'apporter des solutions à ce vaste problème, mais d'en éclaircir quelques-uns des aspects essentiels.

Dans ce but, nous avons réuni trois spécialistes du logement: MM. Serge Wintsch, architecte diplômé de l'EPUL, Henri Senger, directeur d'une importante agence immobilière genevoise et Bernard Meizoz, député socialiste, conseiller national et président de la Coopérative d'habitation de Lausanne.

Précisons que nos trois interlocuteurs s'expriment en leur nom propre; leurs propos n'engagent pas les organismes professionnels auxquels ils appartiennent.

Polyrama: Le champ d'activité de l'architecte est très vaste. Théoriquement, il intervient à trois niveaux différents: éthique ou philosophique, technique et financier. Quelle est, dans la réalité, sa liberté de manœuvre vue sous ces trois angles?

M. Wintsch: Ces trois composantes qui définissent les motivations de la pratique de l'architecture interviennent généralement simultanément. Mais elles sont relatives par la nature même des différents secteurs d'intervention: logements, équipements publics, constructions des «lieux de travail», usines, bureaux, etc.

Dans le domaine des équipements publics, la possibilité d'expression philosophique existe. La qualité de certains édifices publics en Suisse le prouve. Dans le domaine de la production des lieux de travail,¹ le contexte éthique est fortement réduit par une rationalité qui est très rigide. Dans ce domaine, l'ingénieur prend le pas sur l'architecte. Dans le logement, c'est encore différent dans la mesure où l'habitation qui devrait être un bien social ne l'est pas; l'architecte n'y intervient pas par rapport à un représentant de l'utilisateur, sauf quelques rares exceptions.

M. Senger: A mon avis, les marges de manœuvre de l'architecte sont plus vastes que celles décrites par M. Wintsch. Il doit être à même d'intervenir dans la vie de l'homme. Il doit concevoir sa profession non pas en fonction des contingences techniques qui entourent par ailleurs toutes les activités humaines, mais vraiment sur le